

**Sections CGT des dépôts de bus RATP de Croix- Nivert, Point- du- Jour,  
Flandre, Saint- Maur, Thiais, Charlebourg, Bords de Marne**

*Vendredi 7 décembre 2007*

**Lettre ouverte aux directions syndicales de la CGT- Bus, de l'Union CGT-  
RATP, de la Fédération des Transports CGT, de la Confédération CGT,**

**La CGT doit sortir du piège des négociations !**

Nous n'appelons pas à la grève du 12 décembre.

Les agents de la RATP ont fait dix jours de grève sur un objectif clair : refuser la casse de leur régime de retraite voulue par le gouvernement. Précisément contre quatre points fondamentaux, tous inacceptables :

- La remise en cause des 37,5 annuités de durée de cotisation
- l'instauration d'une décote
- l'instauration d'un double statut et la remise en cause de la prise en compte de la pénibilité et des contraintes de service public
- l'indexation des pensions sur les prix et non plus sur les salaires.

Cette position est celle qui a été actée par notre syndicat CGT-Bus à son congrès le 16 octobre. Elle a été réaffirmée par l'Union syndicale CGT-RATP le 24 octobre lors de sa rencontre avec X. Bertrand. Elle reste plus que jamais la nôtre.

Suite à l'acceptation par les organisations syndicales de participer aux négociations, la grève a été suspendue à partir du 23 novembre. Nous rappelons que la CE de notre syndicat avait rejeté le principe des négociations « tripartites », entreprise par entreprise.

Le haut niveau de conscience des enjeux, le rapport de forces et la détermination des salariés à s'opposer à la « réforme » sont demeurés intacts. Les grévistes dans les assemblées générales, en premier lieu les militants et les syndiqués CGT, n'ont pas donné de mandat à leurs directions syndicales pour négocier sous les conditions du gouvernement.

Au bout de quatre journées de négociations un constat s'impose : le gouvernement et la direction de l'entreprise refusent de modifier le cadre de leur contre- réforme. Les représentants de la CGT le reconnaissent eux- mêmes.

Il est aujourd'hui de la responsabilité de la CGT et de toutes ses organisations de déjouer le piège des « négociations ». C'est pourquoi nous désapprouvons totalement la stratégie des directions à qui s'adresse cette lettre.

- Continuer à négocier des points annexes, revient à entériner cette contre- réforme, à accepter la mise à mort de notre régime spécial.
- Appeler à reprendre la grève, sur une seule journée, le 12 décembre pour « faire pression » sur les détails et les modalités de la casse de nos retraites, c'est irresponsable devant les agents. C'est aller complètement à l'encontre de

ce pourquoi nous avons fait grève pendant dix jours. Sur cette base, nous rejetons le texte du préavis de grève, d'autant plus que la CE de notre syndicat, organe dirigeant statutaire, n'a même été consultée.

Depuis le départ, les positionnements des directions syndicales de bus, de l'Union, de la fédération et de la confédération ont suscité du désarroi et de la colère parmi les syndiqués et les salariés en général, notamment depuis la proposition de la tenue de « négociations tripartites ».

Comment ne pas voir le calcul de Sarkozy pour diviser le mouvement entreprise par entreprise ? Depuis quand la négociation est-elle devenue une revendication en soi ?

Les syndiqués, les agents ont le sentiment d'avoir été trahis.

Il est temps de corriger le tir ! La situation nous l'impose. La CGT, syndicat largement majoritaire, avec tout ce qu'elle représente dans nos entreprises, a un rôle majeur, historique à jouer contre une attaque historique contre nos services publics, contre l'ensemble des acquis sociaux des salariés de notre pays.

Nous savons tous quel est le but du gouvernement. La fin de notre régime spécial vise à faire sauter un verrou à la mise en concurrence et à la privatisation, à lever un obstacle à la suite du démantèlement de l'ensemble du système de retraite solidaire par répartition.

Le 18 octobre, les agents de la RATP à 70%, ceux de la SNCF à 80%, ceux d'EDF-GDF à 60% ont fait grève pour s'y opposer. Le 20 novembre, la manifestation interprofessionnelle a montré le développement des convergences de lutte avec des salariés d'autres secteurs comme avec les étudiants. Malgré une pression médiatique sans précédent, le pouvoir n'a pas réussi non plus à retourner l'opinion publique contre le mouvement.

Nous demandons aux directions à laquelle s'adresse cette lettre :

- de quitter les pseudo négociations
- d'examiner les conditions de la reprise du mouvement pour faire capoter le projet de casse de notre régime de retraite.
- de faire le lien déterminant entre cette lutte cruciale et celles des salariés des autres secteurs.

Nous nous engageons pour notre part à informer les syndiqués de notre démarche, à informer l'ensemble des salariés de nos dépôts de l'évolution de la lutte, à maintenir et développer le rapport de forces. La CGT appartient à ses adhérents !